

LE FAIT DU JOUR

politique.union@sonapresse.com

Questions foncières : des réformes et vite une opération "mains propres" !

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

DES familles entières spoliées de leurs terres ancestrales par des sujets expatriés affichant arrogance et mépris, des habitations rasées au bulldozer sous les yeux des Forces de police, des expatriés ouest-africains vendant des parcelles aux nationaux, des pseudo-promoteurs immobiliers s'appropriant des milliers d'hectares de forêt avant de se lancer dans la spéculation foncière. Sans oublier une administration gangrenée par la corruption, à savoir l'Agence nationale de l'urbanisme et des travaux topographiques (ANUTTC) au sein de laquelle on retrouve de nombreux agents et autres cautionnant toutes ces dérives.

Face au ras-le-bol et à la détresse des populations, liés en grande partie à l'accaparement des terres par de compatriotes ayant acquis, souvent de manière douteuse, la nationalité gabonaise, les nouvelles autorités politiques du pays ne pouvaient rester insensibles. Dans son allocution d'investiture, le président de la transition, le général Brice-Clotaire Oligui Nguema, a décidé de donner un coup de pied dans la fourmilière. Le nouvel homme fort du pays a instruit le futur gouvernement à inscrire dans ses priorités, la révision des lois sur le foncier en République gabonaise. Une décision forte qui augure, susurre-t-on, d'une vaste opération "mains propres" au niveau du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme afin de débusquer tous les fonctionnaires véreux et leurs affidés. On se souvient que lors de l'opération "Scorpion", les premières révélations de l'enquête avaient fait état "d'un système de détournements de fonds publics et d'attributions frauduleuses de parcelles aux tiers, au détriment des méritants" mis en place par des hauts responsables de l'époque de cette entité en complicité, dit-on, avec plusieurs agents. L'enquête révélait également



Une vue d'un chantier à l'arrêt à Malibé, dans la commune d'Akanda.

un vaste système d'attribution frauduleuse des titres fonciers. Malheureusement, mis à part quelques interrogatoires à la Direction générale des Recherches (DGR), la plupart des cadres soupçonnés ont tous

été relâchés avec pour certains... des promotions à la clef. Des dérives aujourd'hui intolérables aux yeux du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI), qui a promis de redonner aux Gabonais leur

fierté et leur dignité. Lesquelles passent inévitablement par le respect du patrimoine le plus sacré d'un pays : la terre. Déjà sur la toile, on se réjouit de la prise de position ferme des nouvelles

autorités. La blogosphère plaide en faveur de réformes profondes sur la question foncière en exigeant l'abolition de certaines dispositions légales autorisant l'acquisition des terres par les expatriés.

Secondaire : le rétablissement prochain de la bourse met fin à une injustice

S.A.M.
Libreville/Gabon

En quelques mots, le président de la Transition Brice Clotaire Oligui Nguema, en annonçant lors de son discours d'investiture le rétablissement de la bourse pour les élèves du secondaire, a mis fin à une décision arbitraire qui avait été vécue comme une injustice par de nombreux parents et élèves. Pour mémoire, en raison des difficultés financières de l'État, la bourse des lycéens, de 24 000 FCFA, n'était plus versée depuis 2016. Or, beaucoup ne font que rappeler que cette bourse a toujours été une source de motivation pour les élèves qui redoublaient d'efforts dans leur travail. Pour l'obtenir, il fallait avoir, par trimestre, une moyenne minimale de 10/20 dans le secondaire.



Photo: Rudy Hombenet/L'Union

Au secondaire comme au supérieur, la bourse a toujours été un sujet de discorde.

Le rétablissement de cette bourse, alors que le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) ne s'est mis au travail qu'il y a seulement quelques jours, pourrait signifier que les difficultés financières mises en avant pour justifier

sa suspension, il y a plus de dix ans, n'étaient que du vent, un leurre. Sans doute un moyen très subtil pour détourner des sommes inscrites chaque année au budget de l'État. Les prochains jours pourraient apporter des éclaircissements

sur le sujet. En attendant, cette décision a fait forcément des heureux. "J'ai maintenant hâte de commencer l'école. Comme ça, je vais valider mes trimestres en échange de la bourse", a écrit un jeune lycéen sur sa page Facebook.